Annexe 20 – Modèle de dossier de demande d'habilitation d'une personne morale

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité

À REMPLIR PAR LA PERSONNE MORALE	
Dénomination ou raison sociale : N° RCS :	Date et signature du représentant de la personne morale
Procédure d'habilitation engagée :	● ADMISSION ☐ RENOUVELLEMENT ☐ RÉVISION

À REMPLIR PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE/LE MAITRE D'ŒUVRE/L'ACHETEUR/ LE PRIMO-CONTRACTANT (DANS LE CAS D'UNE SOUS-TRAITANCE/D'UN SOUS-CONTRAT)	
Niveau d'habilitation demandé :	● CONFIDENTIEL (uniquement UE et OTAN) ☐ SECRET ☐ TRÈS SECRET ☐ CLASSIFICATION SPECIALE
Nature des informations et supports classifiés	● France ☐ UE ☐ OTAN ☐ Autres, préciser (ESA, OCCAr, etc.) :
Modalités d'accès et production d'informations et supports classifiés	
Objet du contrat: Mise à disposition et utilisation d'une fibre optique nationale outre-mer et à l'étranger (FON OME) au profit des forces armées en Nouvelle-Calédonie Motif du besoin d'en connaître :	
Accès à des informations et supports classifiés en phase précontractuelle	☐ OUI ● NON
Accès sans détention d'informations et supports classifiés	☐ OUI ● NON
Accès avec détention d'informations et supports classifiés dans les locaux de la personne morale	☐ OUI ● NON
Le cas échéant, préciser le(s) lieu(x) :	
Utilisation d'un système d'information classifié :	☐ OUI ● NON

Renseignements relatifs au contrat[154]
1. Description de la prestation confiée à la personne morale : Mise à disposition et utilisation d'une fibre optique nationale outre-mer et à l'étranger (FON OME) au profit des forces armées en Nouvelle-Calédonie 2. Lieux d'exécution du contrat : France métropolitaine - CNMO-R MLF- 78 800 ET Nouvelle-Calédonie - DANZ - 98 800 Nouméa
3. Date prévisionnelle de notification du contrat : 4. Date et durée d'exécution du contrat : 6 ans 5. En cas de sous-traitance/sous-contrat, préciser : dénomination ou raison sociale du contractant: N° d'identification et date de notification : N° d'identification et date d'approbation du plan contractuel de sécurité : 6. Conséquences (opérationnelles, calendaires, financières, techniques, etc.) si l'entreprise : - n'est pas habilitée à la date prévisionnelle indiquée au point 5 : - ne peut pas être habilitée :
Nom de l'autorité contractante/acheteur : DICOM FANC Nom, prénom et coordonnées de la personne en charge du dossier : Date :

À REMPLIR PAR L'AUTORITE D'HABILITATION
Ministère : N° de la demande d'habilitation : Date :

[154] Ne concerne que les contrats prévoyant les prestations suivantes : travaux, fournitures, services.

NOTICE DE SECURITE PERSONNE MORALE[155]

PARTIE 1 - DESCRIPTION DE LA PERSONNE MORALE

Nom :
Nom abrégé :
Raison sociale :
Enseigne commerciale :
Nationalité(s) :
Commune d'implantation :
Code postal :
Début d'activité (RCS)

Identification de la personne morale

Numéro RC :
Numéro SIREN :
Numéro NIC
Numéro SIRET :

Adresse

N°, voie :
Commune
Code postal :
Pays :
Depuis le :

Données complémentaires

Forme juridique :
Type/taille :

Domaine d'activité

Code Naf :

Effectifs

Nombre :
Date

Gouvernance

Nom :
Prénom (si personne physique) :
Sexe (si personne physique) :
Date de naissance (si personne physique) :
Lieu de naissance (si personne physique) :
Fonction :
Date de prise de fonction :
SIREN :
Nationalité(s) :
Tél. professionnel : Tél. portable : Fax :
Email professionnel :
Site internet :

Officier de sécurité *(à remplir s'il est différent du représentant de la personne morale)*

Nom - prénom :
Fonction :
Tél. bureau : Tél. portable : Fax :
Email :

[155] À renseigner également par les indépendants, les microentreprises.

Officier de sécurité des systèmes d'information ☐ Cocher si sans objet

Nom - prénom :
Fonction :
Tél. bureau : Tél. portable : Fax :
Email :

Officier de sécurité des systèmes d'information ☐ Cocher si sans objet

Nom :
Prénom :
Date de naissance :
Lieu de naissance :
Téléphone :

Habilitation déjà détenue par la personne morale ☐ Cocher si sans objet

La personne morale a-t-elle déjà été habilitée au secret de la défense nationale ? ☐ OUI ☐ NON
Si oui, préciser :
- l'autorité d'habilitation :
- la date de la décision d'habilitation :
- la date de fin de validité de l'avis de sécurité :
- le niveau d'habilitation :
- la nature de l'habilitation (France, UE, OTAN, autres) :

La personne morale dispose-t-elle d'un local apte à conserver des informations et supports classifiés ? ☐ OUI ☐ NON
Si oui, préciser :
- l'emplacement et le numéro du local :
- l'autorité ayant délivré l'avis technique d'aptitude physique :
- la date de délivrance de cet avis :
- le niveau de classification des supports pouvant être conservés dans le local :

La personne morale dispose-t-elle d'un système d'information homologué pour traiter des informations classifiées ? ☐ OUI ☐ NON
Si oui, préciser :
- l'autorité ayant délivré la décision d'homologation :
- la date de délivrance de la décision d'homologation :
- le niveau de classification des informations pouvant être traitées sur le système d'information :

Capital social *(dans le cadre d'un contrat de la commande publique, d'un contrat de sous-traitance ou de sous-contrat à un contrat de la commande publique, d'un contrat de subvention).*
Pour les entreprises non cotées, fournir l'actionnariat détaillé

Capital :
Date :

1er niveau d'actionnariat

Nom(s) (et prénom(s) pour les personnes physiques) du ou des actionnaires	Nationalité(s)	Date et lieu de naissance des personnes physiques	N° RCS pour les personnes morales (Kbis à fournir)	% détenu	Droit de vote (%)

2e niveau d'actionnariat

Nom(s) (et prénom(s) pour les personnes physiques) du ou des actionnaires	Nationalité(s)	Date et lieu de naissance des personnes physiques	N° RCS pour les personnes morales (Kbis à fournir)	% détenu	Droit de vote (%)

3e niveau d'actionnariat					
Nom(s) (et prénom(s) pour les personnes physiques) du ou des actionnaires	Nationalité(s)	Date et lieu de naissance des personnes physiques	N° RCS pour les personnes morales (Kbis à fournir)	% détenu	Droit de vote (%)
Tête de groupe et bénéficiaires effectifs					
Nom(s) (et prénom(s) pour les personnes physiques) du ou des actionnaires	Nationalité(s)	Date et lieu de naissance des personnes physiques	N° RCS pour les personnes morales (Kbis à fournir)	% détenu	Droit de vote (%)

PARTIE 2 – GESTION DES RISQUES

Assurances

Biens immobiliers :
Responsabilité civile :
Risques perte exploitation :

La fonction de « risk manager » ou équivalent existe-t-elle ?

☐ OUI

Nom :
Prénom :
Date de naissance :
Lieu de naissance :
Téléphone :

☐ NON, comment la personne morale gère-t-elle ses risques ?

La fonction de « compliance officer » est-elle prise en compte ? ☐ Cocher si sans objet

Nom :
Prénom :
Date de naissance :
Lieu de naissance :
Téléphone :

La fonction de « control expert manager » est-elle prise en compte ? ☐ Cocher si sans objet

Nom :
Prénom :
Date de naissance :
Lieu de naissance :
Téléphone :

Normes

Qualité :
Environnement :
Autres :

Recours à un cabinets d'avocats/audits/conseils accompagnant, y compris intervenant ou ayant intervenu dans les locaux de la personne morale ces cinq dernières années ☐ Cocher si sans objet

Nom du(es) cabinet(s)/société(s):
Date(s)/période(s) :
Nationalité(s)
N° RCS :
Informations complémentaires :

PARTIE 3 – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Implantations à l'étranger : filiales, établissements, etc. ☐ Cocher si sans objet

Pays	Nom(s)de la (des) filiale(s), établissement(s), etc.	N° d'identification	Adresse(s)

Liens commerciaux avec des pays étrangers (contrats d'exportation) ☐ Cocher si sans objet

Pays	Nom(s)de la (des) société(s)	N° d'identification	Produits/services

La personne morale a-t-elle des fournisseurs clé étrangers ? ☐ Cocher si sans objet

Pays	Nom(s)de la (des) société(s)	N° d'identification	Produits/services (s)

La personne morale a-t-elle des échanges avec des entreprises ou organismes étrangers ☐ Cocher si sans objet

Pays	Nom(s)de la (des) société(s)	N° d'identification	Raison(s)

PARTIE 4 – INFORMATIONS RELATIVES A LA PERSONNE MORALE (dans le cadre d'un contrat de la commande publique, d'un contrat de sous-traitance ou de sous-contrat à un contrat de la commande publique, d'un contrat de subvention)

La personne morale détient-elle l'exclusivité du savoir-faire pour les travaux classifiés ?

☐ Oui, décrire le savoir-faire :

☐ Non. Si une autre entreprise détient ce savoir-faire, expliquer la raison pour laquelle elle n'a pas été retenue ou pas consultée ?

PARTIE 5 – RENSEIGNEMENTS DE SECURITE

Répondre aux questions suivantes		
1. Votre société fait-elle l'objet d'enquêtes, de poursuites ou de mises en accusation de la part d'une juridiction financière ?	☐ OUI	☐ NON
2. Des pressions ont-elles été exercées sur votre société, ou sur des employés de votre société, à la survenue sur un territoire étranger ?	☐ OUI	☐ NON

3. Votre société a-t-elle été l'objet d'approches de la part d'un service de renseignement ou de sécurité étranger ?	☐ OUI	☐ NON
En cas de réponse(s) positive(s), décrire les circonstances :		
4. Votre société a-t-elle fait l'objet ou fait-elle l'objet de velléités de rachat par une personne morale ou une personne physique étrangère ?	☐ OUI	☐ NON
5. Prévoit-elle ou est-elle en négociation de rachat/cession/fusion/absorption avec une société étrangère ?	☐ OUI	☐ NON
En cas de réponse(s) positive(s), décrire les circonstances :		
6. Souhaitez-vous évoquer un point particulier avec le service chargé de l'instruction du dossier ?	☐ OUI	☐ NON